ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Candidature : **Dr Léon BOUTBIEN**

Remplaçant éventuel : **Henri BIARD**

Citoyennes et Citoyens,

Depuis 10 ans que je vis parmi vous, je pense qu'il est inutile de me présenter ; vous me connaissez et vous m'avez vu vivre et agir au cours des évènements politiques. Mais trop d'électeurs ignorent encore ce qu'est la véritable pensée socialiste contemporaine. Il est de mon devoir de vous informer afin d'éclairer votre choix.

Beaucoup de politiciens, à l'affût de slogans à défaut de programme, oublient de vous dire quelles sont les tâches réelles que le pays attend de ses parlementaires. En 1955, si vous vous en souvenez, j'avais fait une vive critique des institutions. Il devenait évident que le gouvernement serait condamné à l'impuissance, car la démocratie était devenue une caricature. **La France a frisé la catastrophe.** Si elle n'a pas sombré et si elle est aujourd'hui sur la voie du redressement, c'est bien grâce à deux facteurs déterminants :

— D'une part la présence du Général de Gaulle à la tête du Gouvernement,

— D'autre part, la collaboration loyale et amicale de mon ami Guy MOLLET et du Parti Socialiste.

Si nous n'avions pas su prendre nos responsabilités, au mois de Mai, le pays aurait connu les pires catastrophes, les plus grands déchirements et sans doute, la guerre civile. Le prestige incomparable du Général de Gaulle, associé à l'autorité acquise par 16 mois d'expérience gouvernementale de Guy Mollet, ont permis de réaliser ce que la presse étrangère qualifie de « miracle français ». Mais il faudra de longs mois pour que la France retrouve son équilibre.

Le 23 Novembre, c'est la responsabilité individuelle et personnelle de chaque électeur qui est engagée. De votre choix dépend le redressement français.

Le Parti Socialiste qui est un parti d'hommes libres groupant des ouvriers, des paysans et des fonctionnaires comme les membres des professions libérales, ne craint pas de confronter son action avec les faits. En 1956, dans une Assemblée où il ne comptait que cent élus sur six cents, le Gouvernement Guy Mollet a fait adopter par le Parlement en seize mois d'activité :

— **le FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LES VIEUX** *(malgré M. Ramonet qui a voté le 9 juin 1956 la motion Paquet qui était une manœuvre de retardement (scrutin n° 148, page 2369 du Journal Officiel) et qui n'a pas pris part au vote dans les 3 questions de confiance qui ont été déposées pour l'adoption, et dans les autres scrutins était absent.*

— **l'ABATTEMENT DE ZONES DE SALAIRE, TROIS SEMAINES DE CONGÉS PAYÉS** *(Léon Blum en avait fait adopter le principe pour la première fois en 1936)*, **le RECLASSEMENT DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS, les CONGÉS D'ÉDUCATION POPULAIRE, le PRÉAVIS DE LICENCIEMENT PORTÉ A UN MOIS, la PROTECTION DES TRAVAILLEURS A DOMICILE.**

— **LA LOI CADRE POUR LE LOGEMENT** *(qui sert de base à la politique actuelle de la construction des H. L. M.).*

— **LA LOI CADRE OUTRE-MER** *(qui a jeté les bases de la Communauté Franee Outre-Mer proposée par le Général de Gaulle).*

— **LA RÉDUCTION DE L'IMPASSE BUDGETAIRE,** *la stabilité de la monnaie et l'augmentation globale de la production, l'augmentation du pouvoir d'achat, amorce de la réforme fiscale.*

— **AUGMENTATION DES CRÉDITS EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE** : *100 milliards de travaux en 1956 au Fonds National d'adduction d'eau, 16 milliards pour l'amélioration de la production, 11 milliards pour l'Habitat Rural, 2 milliards pour la Voirie, 1 milliard pour les amendements calcaires, 59,3 millions pour les bourses d'enseignement agricole. De même, pendant cette période, les importations qui étaient de 235 milliards ont été ramenées à 200 ; alors que les exportations qui étaient de 151 milliards en 1955 sont passées à 190 en 1956.*

De même c'est sous le Gouvernement Guy Mollet que s'est produite la première manifestation d'indépendance réelle de la France à l'égard de la politique américaine.

De même, tous les Français qui aiment leur patrie ont compris l'intervention à Suez qui aurait mis un terme rapidement à la guerre d'Algérie. Le regret que j'exprime est que du fait de l'intervention russe d'une part, américaine de l'autre, cette entreprise n'ait pas pu être conduite jusqu'au bout. Nous n'aurions plus aujourd'hui l'affaire Algérienne sur le dos. Le peuple américain vient d'ailleurs de condamner massivement la politique de Monsieur Foster Dulles, rendant ainsi justice aux critiques que nous avions formulées.

Le gouvernement Guy Mollet a été renversé par une coalition de communistes, de poujadistes et de conservateurs ; Cette crise ministérielle a plongé le pays dans l'instabilité, a interrrompu l'expansion économique et, de dégradation en dégradation, en est arrivé à l'impasse du mois de Mai.

Le Parti Socialiste, démocratiquement consulté, a donné raison à Guy Mollet et à Léon Boutbien, et à tous ceux qui, dès le départ, avaient pris une position courageuse. De même, les socialistes au gouvernement ont pris une part personnelle à l'élaboration de la nouvelle Constitution et j'ai été le seul dans ce département, à tenir des réunions publiques et contradictoires pour demander au peuple de l'approuver. Sans doute, dès que le résultat du référendum fut connu, les positions officielles furent plus faciles. **Mais nous, nous retenons de ce scutin qu'un million et demi d'électeurs qui votaient jusqu'alors communistes, ont rompu avec les mots d'ordre.**

Nous dirons aussi que depuis ce référendum, certains républicains qui avaient voté NON par crainte du fascisme voteraient sans doute aujourd'hui OUI, après les décisions prises par le Général de Gaulle qui rétablissent la suprématie de l'autorité civile et retirent les militaires des Comités de Salut Public en Algérie.

Le programme du Parti Socialiste est public. Nous voulons aider à un regroupement politique en France et surmonter les vieilles querelles partisannes. Nous disons solennellement que le monde du travail ne doit pas être divisé par des questions de croyance. Nous sommes des hommes tolérants ; nous respectons les convictions religieuses de chacun. De même, que nous demandons que les croyants respectent ceux qui ont une pensée libre. La laïcité pour nous ne vaut pas seulement pour l'école. Elle vaut pour la vie, c'est-à-dire que la laïcité signifie pour nous d'abord et essentiellement le respect de la pensée d'autrui, la tolérance et la liberté.

Nous voulons trouver une solution humaine, rapide et libérale au problème algérien *et non pas comme certains radicaux dissidents (dont M. Morice, au groupe duquel appartient M. Ramonet), une solution de force qui généraliserait le conflit à toute l'Afrique du Nord.*

Nous voulons également sur le plan international, une politique d'indépendance nationale fondée sur le respect du droit et des traités, nous voulons construire l'Europe et faciliter sur le plan international tout ce qui peut détendre l'atmosphère de guerre froide créée entre l'Est et l'Ouest. Mais nous disons aux communistes après la tragédie hongroise et tant d'autres évènement récents comme le XXe Congrès, comme l'affaire Pasternak, qu'ils n'ont plus le droit d'être aveugles. Je le leur dis sans passion, sachant combien d'électeurs communistes sont de braves et honnêtes gens, mais, s'ils sont mécontents, il ne faut pas qu'ils croient trouver une amélioration de leur sort en jouant les « gribouilles ». Nous tendons à ceux qui, comme Hervé et Lecœur, ont compris et rejoint nos rangs, une main fraternelle et loyale. Les travailleurs doivent être partie prenante pour refaire une République nouvelle.

CITOYENNES ET CITOYENS

Je voudrais que s'établisse entre vous et moi un contrat basé sur l'estime et la confiance réciproque. Je poursuis une mission. Je suis au service de mon pays pour lequel ma famille et moi-même avons déjà beaucoup donné. J'entends, si je suis votre élu, pouvoir me présenter devant vous avec l'espoir que vous serez un jour fiers de moi.

Dr Léon BOUTBIEN
Commandeur de la Légion d'Honneur
Candidat du Parti Socialiste et du Centre de la Réforme Républicaine

Déclaration d'Henri BIARD

Si j'ai accepté d'être le canridat suppléant aux Elections Législatives, ce n'est pas sans avoir mûrement réfléchi ? Qui dit prospérité agricole dit PROSPERITE FRANÇAISE. Aussi j'ai estimé qu'il était de mon devoir en tant que militant syndicaliste d'annoncer au monde rural les votes successifs émis à leur égard. N'ayant aucune appartenance politique, j'ai choisi l'homme qui, à maintes reprises, m'a montré son entier dévouement en cherchant à donner à la Paysannerie Française la place à laquelle elle a droit.

Henri BIARD
Agriculteur à Ardentes

Imp. Badel — Châteauroux